



Soutenons Inès Léraud,
POUR la liberté d'informer sur le lobby agro-alimentaire
levée de l'omerta sur les pratiques de ce secteur en Bretagne !

Depuis quelques semaines, les initiatives de soutien en faveur d'Inès Léraud, journaliste d'investigation, illustrent par leur diversité ([Tribune dans Libération](#), [lettre ouverte de journalistes à la Présidence de la région Bretagne](#), [pétition citoyenne](#)) et surtout par le nombre de signatures (plus de 400 journalistes, 40000 pétitionnaires à ce jour) l'attente d'une fin de l'omerta sur les pratiques du lobby agro-alimentaire dans cette région. Après avoir subi des pressions après la sortie de la BD « Algues vertes, l'histoire interdite », avec le dessinateur Pierre Van Hove, Inès Léraud est aujourd'hui poursuivie en diffamation par un chef d'entreprise costarmoricain, après [un article dénonçant les pratiques de l'entreprise](#).

Le message porté par ces soutiens vise à **garantir une liberté d'informer menacée**, une exigence que notre syndicat partage et nous appelons à signer la pétition citoyenne toujours en ligne et à rejoindre les comités de soutien qui se forment dans la région.

En tant que personnels de la recherche publique, présents notamment à l'INRAE, nous sommes également concernés par le fond de ce dossier, **les pratiques du lobby agro-alimentaire qui pèsent sur l'ensemble du secteur économique et au final sur la vie quotidienne de chacun-e** (production, transformation, consommation, environnement...) au-delà des pressions exercées sur l'information.

Le sort réservé aux ex-salariés de Triskalia, intoxiqués au travail au début des années 2010 est exemplaire. Lors de notre congrès national tenu à Dinard [en 2016, nous avons partagé leur combat sans fin](#) pour être reconnus comme victimes... une mobilisation qui continue aujourd'hui jusqu'aux instances européennes à Bruxelles. C'est l'occasion de saluer l'appui d'un [comité de soutien œuvrant sur la durée](#).

La recherche publique n'échappe pas au poids de ce lobby, pour maintenir son orientation vers des projets productivistes et peu soucieux de l'environnement. Dans ce contexte, nos collègues SUD de l'INRA de Rennes ont interpellé au fil des ans la direction du centre de Recherches. Dès 2012, [lors de l'élaboration d'un projet de Centre](#), plus récemment en 2018, lors de [l'implication du Centre dans la création d'une chaire d'économie « Agriculture Ecologiquement Intensive »](#) avec Agrocampus et... Triskalia !

Plus largement, au-delà des dégâts occasionnés par ce lobby en Bretagne, où l'agroalimentaire demeure un secteur majeur, notre syndicat n'a cessé d'interpeller la Direction Générale de l'INRA, désormais de l'INRAE de l'urgence de rompre avec ce modèle dominant productiviste et polluant. La [communication institutionnelle sur le dossier « glyphosate »](#) est hélas significative du chemin qui reste à parcourir. Aujourd'hui l'INRA est devenu l'INRAE... mais [il ne suffit hélas pas d'ajouter un E](#) pour que l'Environnement devienne une priorité !

Notre toute [récente expression syndicale de ce mois de juin autour du débat stratégique INRAE2030](#) constitue une contribution à cette volonté de changement, pour éviter de nouvelles catastrophes sanitaires, environnementales et sociales... et mettre fin à ces lobbys assez forts pour avoir réussi à faire démissionner un ministre !

Dans l'actualité, les actions menées à partir de ce mercredi 17 juin pour [« désintoxiquer le monde »](#), et la mobilisation de l'Enseignement Supérieur Recherche (ESR) pour une autre loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), aujourd'hui projet de [loi de Précarisation et de Privatisation de la Recherche](#), participent de cette volonté de changement pour un autre avenir.

Tout notre soutien à Inès Léraud, à ses combats partagés : sa BD sur les algues vertes, avec les illustrations du dessinateur, est aussi convaincante que de longs discours et nous en avons offert un exemplaire, dédié par l'auteure, à la Présidente du Centre INRAE Bretagne-Normandie.

Et chapeau aux professionnels de l'information d'avoir commencé à lever l'omerta. Nous savons par expérience que sur le terrain il n'est pas évident de contrer des pratiques auxquelles nos établissements respectifs sont confrontés, du financement des projets à la communication des résultats, s'agissant de la recherche !